

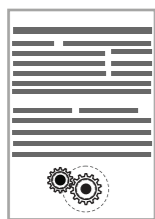
Alertes Anti « pots-de- vin » et corruption



Demande de renseignements (Request for information : RFI)

Contient les principales caractéristiques de l'équipement requis, la quantité, les délais de livraison. Les soumissionnaires doivent répondre quant à la disponibilité et le coût estimé de l'équipement.

▶ Qui a porté à votre connaissance la RFI? Était-ce un intermédiaire?



Exigences qualitatives des services (Services Qualitative Requirements : SQR)

Contient les caractéristiques des exigences fondamentales de l'équipement (en termes de technologie et de performance) d'une manière détaillée, réaliste et vérifiable.



Demande de proposition (Request for proposal : RFP)

Documents d'appel d'offres invitant les propositions et contenant les exigences spécifiques de l'équipement en termes de technologie et performance (cahier des charges), l'admissibilité des soumissionnaires, les termes du contrat, le pacte d'intégrité (Integrity Pact) etc.

▶ Quelqu'un a-t-il joué de son influence pour modifier les conditions de la SQR ou de la RFP dans le but d'avantager certains soumissionnaires?



Dépôt des offres

Dépôt des offres par les soumissionnaires accompagnées des engagements et de la garantie bancaire du Pacte Intégrité (le cas échéant). L'offre comportera distinctement les aspects techniques et commerciaux.

▶ Qui met fin au dépôt d'offres et à la procédure de consultation avant le dépôt d'offre?



Évaluation technique

Un comité d'évaluation technique (Technical Evaluation Committee : TEC) évalue les offres techniques et présélectionne les soumissionnaires pour les essais sur le terrain. Les offres non conformes à la RFP et / ou à la SQR sont rejetées.

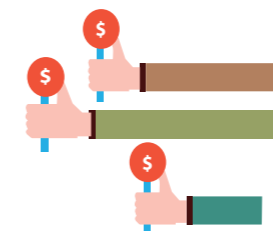
▶ Quelqu'un vous a-t-il proposé d'influencer les procédures en votre faveur pour l'évaluation technique?



Essais d'évaluation sur le terrain (Field Evaluation Trials FET)

Les soumissionnaires présélectionnés fournissent leur équipement pour les essais sur le terrain. Les paramètres de performance essentiels et les spécifications techniques sont testés.

▶ Est-ce que quelqu'un vous a dit que les FET sont une "simple formalité" et rien de plus?



Négociations contractuelles

Le Comité de Négociation du Contrat (The Contract Negotiation Committee CNC); (1) établit un indice de référence des prix et évalue les offres commerciales (pour identifier le soumissionnaire le moins disant (L1) et (2) incorpore les termes commerciaux dans le contrat.



Autorité nationale compétente

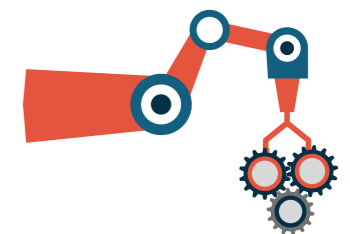
Approbation de l'attribution du contrat à L1 sur la base du rapport du CNC (qui contient la recommandation et un résumé du processus de négociation commerciale et des paramètres d'évaluation)



Attribution du contrat

Le contrat sera attribué à L1 et les garanties de performance seront exigées auprès de L1 au moment de la signature du contrat.

▶ Effectuez-vous des paiements (autres que ceux requis par l'offre) déclenchés par l'attribution de l'offre?



Administration des contrats

Exécution des obligations contractuelles relatives à la livraison de l'équipement. L'équipement peut faire l'objet d'une surveillance et d'essais à ce stade.

▶ Qui s'occupe de la gestion et l'exécution en cours des contrats?

FAQS

- Qu'est-ce qu'un « pot-de-vin »?
- » Toute forme de gratification illégale reçue par un fonctionnaire;
 - » Tout objet de valeur remis sans contrepartie, comme les cadeaux, le transport gratuit, l'hébergement, etc. reçu par un fonctionnaire de la part de personnes avec lesquelles il est susceptible de faire affaire;
 - » Trafic d'influence sur un fonctionnaire pour détourner des procédures établies principalement dans le processus d'appel d'offre.

Qui sont les intermédiaires et quel est leur rôle dans les appels d'offre du secteur de la défense?

L'appel d'offre dans le secteur de la défense (partout dans le monde et particulièrement en Inde) est un processus qui a ses propres caractéristiques et est relativement opaque. Par conséquent, ceux qui ont une meilleure compréhension de la procédure peuvent aider les entreprises / fournisseurs.

Le rôle des agents peut être très varié. Il peut consister à aider le soumissionnaire à comprendre le processus d'appel d'offre, l'aider à répondre aux questions ou à contacter les services compétents pour obtenir des clarifications, etc. (back end support) ou bien du front en support : à présenter les offres initiales, participer aux négociations contractuelles (fonctions de l'agence) et aussi influencer illégalement la procédure (trafic d'influence).

Quel est le risque d'une mauvaise perception du rôle de « l'agent »?

Malheureusement, des agents se sont trouvés impliqués dans un certain nombre d'affaires de corruption ayant fait l'objet de poursuites en Inde. Par conséquent, faire appel à un agent peut comporter une connotation négative en Inde (peu importe le rôle de cet agent).

Que se passe-t-il s'il y a une accusation de corruption?

Le gouvernement a adopté une politique de tolérance zéro et vous pouvez vous attendre à ce qu'une enquête soit ordonnée contre l'accusé. Lorsque de telles allégations sont faites, le CBI (Bureau Central d'Investigation) enquête habituellement (ou dans certains cas les autorités policières de l'Etat) et des procédures pénales formelles sont engagées devant les tribunaux ordinaires sur la base du rapport de la CBI. Les enquêtes et les poursuites sont des procédures extrêmement lourdes, longues et compliquées.

Indépendamment et en parallèle, la Commission Centrale de Vigilance (CVC) enquête et recommande des mesures à prendre contre le fonctionnaire.



Où voyons-nous la corruption dans le processus d'appel d'offre du secteur de la défense?

Les différentes phases de la procédure d'appel d'offre dans le secteur de la défense sont soumises à différents risques. (voir page la précédente pour avoir une meilleure idée des étapes et de la potentielle exposition aux risques.)

Toutes les activités des intermédiaires/agents sont-elles illégales?

Bien que les activités relevant du back end support soient légales, il existe une très forte possibilité que les fonctions de l'agence soient illégales et le trafic d'influence est définitivement illégal. Certes, il y a beaucoup de zones grises entre le back-end support et les fonctions d'agence, mais il est fortement conseillé d'avoir une interprétation stricte de la loi et regarder ce qui est autorisé et ce qui ne l'est pas.

Que dois-je faire si j'ai besoin d'une véritable aide de type back end support ?

Pour gérer les risques de mauvaise perception ou de violation de la loi, il est fortement conseillé de :

- » Limiter la participation des intermédiaires au back end support;
- » s'assurer d'avoir un engagement contractuel solide;
- » d'assurer le paiement de la contrepartie via les canaux bancaires classiques;
- » et diligenter l'intermédiaire

Quelles sont les répercussions potentielles dans les cas de versement de « pots-de-vins »?

A Sanctions contractuelles - Le soumissionnaire au moment de la soumission de l'offre signe un contrat préliminaire appelé «Integrity Pact». Les sanctions prévues par ce Pacte d'intégrité comprennent:

- » La confiscation des dépôts de garantie faite au moment de la soumission de l'offre;
- » l'encaissement des garanties bancaires;
- » la résiliation du contrat de défense;
- » et l'inscription sur la liste noire du soumissionnaire qui ne pourra plus répondre aux futurs appels d'offre publics.

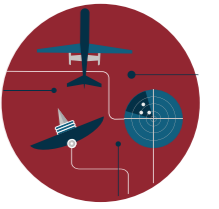
Signer l'Integrity Pact est une étape obligatoire pour les soumissionnaires dans le cadre des marchés publics. Le pacte les empêche de s'adonner à des pratiques de corruption ou anticoncurrentielles.

B. Les sanctions l'egales comprennent:

- » de lourdes amendes et
- » des peines d'emprisonnement

La complicité de corruption est également punissable des mêmes peines que l'acte de corruption

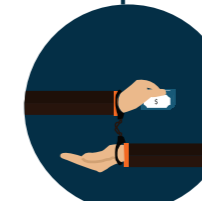
Respect des règles anti-corruption
Appel d'offres du secteur de la défense



Quelle est la responsabilité des entreprises en cas de corruption?

La responsabilité pénale peut être mise en jeu si:

- » Un agent ou responsable d'une société (en cas d'appel d'offre du secteur de la défense, les soumissionnaires ou leurs agents) commet l'infraction de corruption dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés par la société;
- » les directeurs, employés ou agents d'une société commettent un acte de fraude, de faute intentionnelle ou de négligence grave



Les employés / directeurs / gestionnaires peuvent-ils être tenus personnellement responsables?

Oui, le directeur d'une société qui est en charge des affaires de la société, sera responsable des infractions de la société. En outre, les «responsables par défaut» (responsables des actes de la société : les directeurs à temps complet, les principaux dirigeants, les directeurs généraux et les cadres supérieurs) peuvent également voir leur responsabilité engagée.

Comment puis-je atténuer les risques?

Principes directeurs :

Les entreprises doivent prévoir des procédures sur la conduite éthique des employés et des intermédiaires lorsqu'ils traitent avec des représentants du gouvernement. Des programmes spécifiques de dénonciation, des pratiques anti-corruption et des programmes de formation devraient être mis en place pour des projets spécifiques en Inde. Démontrer que ces mesures étaient en place n'est néanmoins pas une défense suffisante. La preuve doit être rapportée que ces mesures ont été communiquées aux employés / intermédiaires et que les employés / intermédiaires ont eu un accès facile et savaient comment les activer en cas de besoin.

Utilisation d'agents :

Les intermédiaires doivent être utilisés comme «back end support» et ne pas être engagés en tant qu'agents de l'entreprise (à moins qu'ils ne soient déclarés et enregistrés). Avant d'engager un intermédiaire, les entreprises doivent procéder à une vérification approfondie des intermédiaires. Les entreprises doivent avoir un engagement contractuel clair et précis avec l'agent pour s'assurer que tous les aspects de la relation (y compris la portée des services, la procédure de paiement, les taxes, etc.) sont sans ambiguïté.

Suivi et révision :

Les entreprises devraient évaluer l'efficacité de leurs procédures en procédant à des audits internes ou externes, en surveillant les relations avec les tiers, en vérifiant les transactions à risque élevé et en examinant les mécanismes internes de contrôle financier.



Engagement de haut niveau :

La direction, au plus haut niveau, doit consacrer suffisamment de temps à la « corruption compliance » et engager les ressources adéquates pour assurer cette conformité. La politique de «tolérance zéro» de l'entreprise à l'égard de la corruption devrait être bien communiquée aux parties prenantes internes et externes.

IRP :

Malgré toutes ces mesures, si une entreprise fait l'objet d'une enquête pour soupçon de corruption, elle devrait développer et mettre en œuvre un protocole de réponse aux incidents (IRP). L'IRP est une combinaison d'étapes légales, techniques et de relations publiques pour gérer, contenir et atténuer les risques de corruption.

